

*Des débats approfondis marquent
le dernier jour de la session
parlementaire cubaine*

Image not found or type unknown

La Havane, 22 décembre (RHC) La promulgation de trois nouvelles lois vitales pour les Cubains, dont une nouvelle loi sur la santé publique, accompagnée de débats critiques, a marqué le dernier jour de travail de la deuxième session ordinaire du Parlement ce vendredi.

Cette semaine, les plus de 400 députés qui composent l'Assemblée nationale du pouvoir populaire (ANPP), d'abord en commissions, puis en session ordinaire, ont passé en revue la situation actuelle du pays avec un œil sur les problèmes sociaux et un ordre du jour intense dans lequel les résultats de l'application de plusieurs lois déjà approuvées, comme le Code des familles, n'ont pas été absents.

Des présentations alliant jeunesse et expérience sont entendues lors de la session plénière du Palais des Congrès, où chaque mois de juillet et de décembre, les députés prennent le pouls de la réalité de l'île caribéenne.

Ce dernier jour, trois nouvelles lois ont finalement été approuvées à l'unanimité, dont une consacrée à la santé publique, promulguée après un vaste débat au cours duquel les législateurs se sont accordés à dire qu'il s'agit d'une réglementation novatrice qui répond à une demande de la population.

L'initiative comprend des dispositions telles que le droit des personnes à accéder à une mort digne et est également la première à reconnaître les droits sexuels et reproductifs de manière indépendante, c'est-à-dire qu'elle couvre tous les aspects liés à la sexualité.

D'autre part, les députés ont approuvé la loi sur le parquet militaire, qui définit l'organisation, les fonctions et la structure de cet organe du parquet général de la République. Il s'agit d'une loi qui défend l'état de droit socialiste et la justice sociale, ainsi que l'égalité de tous devant la loi.

Une autre loi essentielle et novatrice approuvée dans le cadre de ce nouvel exercice législatif concerne le Système d'attention aux plaintes et pétitions du peuple, qui offre aux citoyens davantage de garanties et de droits.

S'adressant aux députés, le ministre de la justice, Oscar Silvera Martínez, a estimé que cette réglementation approuvée a un impact important sur la matérialisation des droits individuels, qu'elle place la confiance du peuple dans l'institutionnalité et qu'elle est en harmonie avec la Constitution de la République.

Il s'agit d'une loi nécessaire en raison du devoir de garantir le plein exercice des droits des personnes et la crédibilité des institutions en tant qu'exigence de l'État de droit socialiste, a-t-il ajouté.

Cette journée législative a également été l'occasion de discuter de l'actualisation des investissements étrangers à Cuba.

À cet égard, la première vice-ministre du Commerce extérieur et de l'Investissement étranger (Mincex), Ana Teresita González Fraga, a expliqué que cette année, qui est sur le point de s'achever, 42 accords d'investissement étranger ont été approuvés et que 11 autres pourraient être ratifiés à court terme.

Elle a également rappelé que le blocus économique, financier et commercial imposé par les États-Unis à l'île depuis six décennies continue d'être le principal obstacle au développement de ce secteur, avec d'autres éléments de la situation économique du pays.

La présence du leader de la Révolution cubaine, Raúl Castro, et du président Miguel Díaz-Canel, a été une caractéristique permanente de ces journées de débats, au cours desquelles ont été abordées des questions clés de la vie économique, politique et sociale de la nation.

Source Prensa Latina



Radio Habana Cuba